



Table ronde publique

En marge du Forum international sur la Paix et la Sécurité en Afrique



« S'investir pour la paix et la cohésion en Afrique :
Trois ans de Conversations régionales pour la
prévention de l'extrémisme violent »

Dakar, Sénégal, le 6 novembre 2018, CICAD, 13h-14h45

Synthèse



**CONSEIL
DE L'ENTENTE**
*La paix et l'entente
pour le développement*



**INSTITUT D'ÉTUDES
DE SÉCURITÉ**



ceides
Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

En marge de la 5ème édition du Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique, les partenaires des « **Conversations régionales (CR) pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) au Sahel-Sahara** » (voir liste en fin de texte), ont organisé une table ronde publique, le 6 novembre 2018, au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD) pour rendre compte des dernières Conversations qui avaient eu lieu à Alger en juin 2018, suite à celles de Dakar (2016) et N'Djamena (2017), toutes organisées avec le soutien des autorités des pays hôtes. Cette initiative a permis depuis trois ans que plus de 500 personnalités d'Afrique du Nord, d'Afrique de l'Ouest, du Sahel et d'Afrique centrale ont abordé dans un climat d'ouverture, les dimensions sensibles et difficiles à saisir de cette approche de prévention de la violence extrême (y compris l'aspect politique).

Sur le thème : « **S'investir pour la paix et la cohésion en Afrique : Trois ans de Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent** », cette table ronde publique, à laquelle plus de 130 personnes participèrent, offrit un cadre informel d'échange et de dialogue sur les différentes approches de la prévention et afin de continuer à renforcer les passerelles entre acteurs d'horizons professionnels très divers, tout en se faisant l'écho des messages forts qui émanent de cette initiative depuis trois ans.

Au cours de prises de parole fort engagées, les panélistes, tant partenaires de cette initiative que personnalités y ayant participé, soulignèrent l'importance de présenter et soutenir les alternatives concrètes à la violence portées par des acteurs locaux des régions concernées. Leurs propos firent **forte résonance** auprès du public et donnèrent lieu à un moment d'échanges intenses, enrichissant ainsi la dynamique du Forum de Dakar en y apportant les voix d'acteurs tant militaires que civils (femmes, jeunes, politiciens, journalistes, leaders traditionnels ou religieux, diplomates et chercheurs), mobilisés pour **faire valoir l'importance de la paix et de la cohésion sociale là où la violence extrême prévaut**.

Ce fut un petit voyage à travers une Afrique soucieuse de vivre en paix, qui mit en lumière l'urgence d'une approche de prévention de la violence.

Le mantra de cette rencontre fut **la certitude que la PEV repose sur la notion de partage, de dialogue et d'inclusion**. Ceci implique une réflexion approfondie sur la nécessité d'encourager et mettre en place des passerelles entre responsables à tous les niveaux de nos sociétés (y compris avec les extrémistes violents là où cela est possible) et **mobiliser en urgence les acteurs les plus importants de nos Etats en faveur de la PEV**.

Des recommandations concrètes ont été faites pour poursuivre l'effort :

- Sensibiliser les populations et leurs leaders sur le **caractère global, c.à.d. multidimensionnel, des questions sécuritaires**.
- Mettre en place des **plans d'action nationaux PEV**, y compris au Sénégal, qui tiennent compte des questions d'éducation, de santé, d'emploi et de justice et continuer à accompagner les Etats et les autorités locales dans la mise en œuvre tels plans d'action.
- Harmoniser entre eux les mécanismes de PEV déjà mis en place par les différents Etats.
- Associer lors des prochaines CR encore plus les **acteurs de terrain et les responsables des régions ou des collectivités infra-étatiques**.
- Maîtriser les espaces oraux, écrits et virtuels pour remettre en cause les discours des extrémistes violents, premiers employeurs des jeunes dans certaines zones.
- Accompagner et renforcer les **interactions entre les forces de défense et de sécurité, les autorités politiques et traditionnelles, le secteur privé et la société civile**.
- Lier la PEV à une **gouvernance partagée de la sécurité** (y compris en lien avec la RSS), dans le respect des droits humains.
- **Générer en urgence des données empiriques** en donnant plus de voix aux chercheurs, de manière à comprendre et à apporter des réponses sur la base de la connaissance de la réalité de chaque pays et de chaque situation locale.

Plusieurs participants aux CR ont témoigné de leurs réflexions et de leurs engagements : sensibilisation de la population sur sa **responsabilité dans la PEV**, prévention de la croissance et de l'impact des groupes violents, encouragements aux gouvernements et aux institutions de recherche à mieux comprendre l'**impact des réponses non-létales** à la violence, plaidoyer pour l'implication des **femmes** dans la PEV (comme au Mali, les cercles de dialogue), leur participation aux CR et leur intégration aux décisions nationales et locales concernant la PEV, **dialogue avec les imams** pour qu'ils s'engagent davantage dans la PEV, renforcement du **rôle des médias** pour la PEV.

Enfin, fut-il dit, les situations d'extrême violence, comme dans la région du Bassin du Lac Tchad, ont mis en exergue le **besoin de redéfinir le rôle et les relations au sein des sociétés et entre l'Etat et les communautés**, et cela ne peut passer que par la prise de conscience et l'apprentissage d'une **culture de dialogue**.

Ces présentations ainsi que les témoignages poignants qui les accompagnèrent provoquèrent une discussion fort animée axée sur les recommandations qui précèdent, mais aussi sur **une série d'inquiétudes** : la **mise à l'écart des femmes quand il s'agit de questions touchant la défense et la sécurité**, sur la nécessaire appropriation des opérations de maintien de la paix par les Africains, sur les risques liés au « **visage hideux et haineux** » que **suscite parfois la réponse à l'extrémisme violent**, sur l'urgence de régler le problème des enfants dans les rues, qui constituent, de l'avis de ceux qui en sont proches, un terrain fertile pour les recruteurs des groupes violents, ou encore sur le besoin de **rétablir de la justice** dans les institutions et dans les sociétés. Car il y a bien des causes qui pousse la jeunesse vers cette violence, et il **est illusoire « d'éradiquer des idées » si ces causes ne sont pas sérieusement abordées** ; tout comme il est contradictoire de vouloir mettre un terme à la violence tout en continuant à installer l'**idée que les Etats et les sociétés sont prêts à vivre avec la violence**, en lieu et place d'engager un agenda de construction de la paix.

La table ronde a clairement exprimé le besoin d'aller plus loin dans cette dynamique de PEV au travers non seulement des CR, qu'il faut poursuivre, mais aussi par l'organisation de CR au niveau infra-régional et de manière générale par la défense des approches de Sécurité humaine. Les organisateurs se sont engagés à poursuivre activement ce processus de promotion de la PEV au travers des rencontres qu'ils organisent.

Programme:

Remarques introductives

- **Stéphane REY**, Chef du Domaine Politique de paix et Chef adjoint de la Division Sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), Suisse

Panélistes

Regards croisés : Une initiative commune aux facettes multiples

- **Idriss LALLALI**, Directeur adjoint du Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme - CAERT, Union africaine
- **S.E. Abdoulaye MOHAMADOU**, Secrétaire Exécutif Adjoint, Conseil de l'Entente
- **Col. (Er.) Babacar DIOUF**, Conseiller spécial du Directeur, Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité – CHEDS, Sénégal
- **Dr. Christian POUT**, Président, Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques – CEIDES, Cameroun
- **Dr. Lori-Anne THEROUX-BENONI**, Directrice du Bureau de Dakar, Institut d'études de sécurité - ISS

La parole aux témoins :

- **Prof. Adder Abel GWODA**, Vice-Doyen, FALSCH, Université de Maroua ; Coordinateur, Collectif des Organisations de la Société Civile Contre la Radicalisation et le Terrorisme, Cameroun
- **M. Gatta GALI N'GOTHE**, Député, Assemblée Nationale, Tchad
- **Mme Bintou Founé SAMAKE épse BOUARE**, Présidente, Women in Law and Development in Africa – WILDAF/Mali, Mali

Echanges/débats

Mots de conclusion et de clôture

Modération : M. Arthur BOUTELLIS, International Peace Institute (IPI)

Partenaires organisateurs :

- Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Dakar
 - Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse
 - Centre de Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS), Sénégal
 - Institut International pour la Paix (IPI), New York
 - Centre africain pour l'étude et la recherche sur le terrorisme de l'Union africaine (CAERT), Alger
 - Conseil de l'Entente, Abidjan
 - Bureau de Dakar de l'Institut d'études de sécurité (ISS), Dakar
 - Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES), Cameroun
-



Une table ronde autour de l'urgence de la prévention qui donna lieu à des témoignages poignants et à une discussion animée.



C'est par le dialogue que les femmes, les hommes, les militaires, l'Etat changeront le logiciel de la violence pour celui de la paix.